

JF/EP N° 111540

Contacts Ifop : Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et la verbalisation des baignades à risque

Résultats détaillés
Août 2013

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	1
- 3 - Les résultats de l'étude.....	3
L'adhésion à la verbalisation des baignades à risque.....	4

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur :



iPhone



iPad



www.ifop.com



@ifopopinion



Ifop Opinion

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 6 au 8 août 2013

PRECISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
<i>Et si l'effectif est...</i>	<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>					
	<i>5 ou 95%</i>	<i>10 ou 90%</i>	<i>20 ou 80%</i>	<i>30 ou 70%</i>	<i>40 ou 60%</i>	<i>50%</i>
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Suite à une série de noyades survenues sur les plages cet été en France, le préfet de l'Hérault, puis d'autres responsables publics, ont envisagé que les vacanciers qui se baignent en dehors des zones de baignade surveillées ou alors que le drapeau rouge est hissé, soient verbalisés et reçoivent une amende. Face à ce projet, de nombreuses voix se sont élevées pour souligner la difficulté de mise en œuvre pratique d'une telle mesure (d'une part, seuls des policiers sont autorisés à verbaliser et d'autre part, il ne sera pas aisé de demander leurs papiers à des estivants en maillot de bain...) ; pour les opposants à cette mesure, la plage devant également rester un espace de liberté.

Or, de la même façon que les mesures d'interdiction de fumer sur les plages avaient été plébiscitées par les Français (75 % d'approbation selon un sondage Ifop de juillet 2011¹), la verbalisation des baignades à risque serait très largement soutenue. 72 % y seraient plutôt favorables « car les comportements de ces vacanciers mettent potentiellement en danger la vie des sauveteurs » contre seulement 28 % d'opposés qui pensent que « les policiers auront concrètement beaucoup de difficulté à verbaliser ces baigneurs et que les plages doivent rester un espace de liberté ».

La large adhésion à ce projet se retrouve dans toutes les catégories de la population et le clivage politique n'est pas opérant sur cette question puisque 76% des sympathisants socialistes et 78 % de ceux de l'UMP y seraient favorables. Tout au plus note-t-on une réticence un peu plus forte des cadres supérieurs et professions libérales (qui n'y adhèrent « qu'à » 62 %, contre 76 % dans les milieux populaires) et parmi les 18-24 ans (56 % de favorables), sans doute un peu plus adeptes de ce type de baignades à risque.

¹ Enquête réalisée pour Dimanche Ouest-France du 19 au 21 juillet 2011 auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

- 3 -

Les résultats de l'étude

L'adhésion à la verbalisation des baignades à risque

Question : Suite à plusieurs noyades survenues sur les plages cet été en France, il a été envisagé que les vacanciers qui se baignent en dehors des zones de baignade surveillées ou alors que le drapeau rouge est hissé, soient verbalisés et reçoivent une amende. Etes-vous personnellement ... ?

	Ensemble des Français	Professions libérales, cadres supérieurs	Employés et ouvriers
Plutôt favorable à cette mesure car les comportements de ces vacanciers mettent potentiellement en danger la vie des sauveteurs...	72	62	76
Plutôt opposé à cette mesure car les policiers auront concrètement beaucoup de difficultés à verbaliser ces baigneurs et car les plages doivent rester un espace de liberté	28	38	24
TOTAL	100	100	100

L'adhésion à la verbalisation des baignades à risque

	Plutôt favorable à cette mesure car les comportements de ces vacanciers mettent potentiellement en danger la vie des sauveteurs	Plutôt opposé à cette mesure car les policiers auront concrètement beaucoup de difficultés à verbaliser ces baigneurs et car les plages doivent rester un espace de liberté
ENSEMBLE	72	28
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme.....	70	30
Femme	74	26
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
TOTAL Moins de 35 ans	65	35
. 18-24 ans	56	44
. 25-34 ans	72	28
TOTAL 35 ans et plus	75	25
. 35-49 ans	74	26
. 50-64 ans	73	27
. 65 ans et plus.....	78	22
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
TOTAL Actif	72	28
. TOTAL CSP +	65	35
.. Artisan ou commerçant (*)	71	29
.. Profession libérale, cadre supérieur	62	38
. Profession intermédiaire	70	30
. TOTAL CSP -	76	24
. Employé	76	24
. Ouvrier	76	24
TOTAL Inactif	73	27
. Retraité	76	24
. Autre inactif.....	67	33
REGION		
Région parisienne	75	25
Province	72	28
. Nord est	70	30
. Nord ouest	72	28
. Sud ouest	73	27
. Sud est	72	28
TYPE DE DEPARTEMENT		
Département littoral	70	30
Département non littoral	73	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	74	26
Communes urbaines de province	71	29
Agglomération parisienne	75	25
PROXIMITE POLITIQUE		
TOTAL Gauche	72	28
. LO / NPA (*).....	65	35
. Front de Gauche	73	27
. Parti Socialiste	76	24
. Europe Ecologie / Les Verts	62	38
Modem	76	24
TOTAL Droite	73	27
. UDI.....	67	33
. UMP	78	22
. Front National	69	31
Aucune formation politique	70	30

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs